

La politique du sport, le sport politique, sports et politiques

Le sport est neutre, dit l'adage. Apolitique, égalitaire et démocratique, aussi... et pourtant, force est de constater que ces affirmations tendent à se détricoter à l'épreuve de la réalité. Tout au long du 20^e siècle jusqu'à ce jour, le sport a joué un rôle dans les relations internationales au point qu'aujourd'hui, il est devenu un outil de *soft power*, qui se définit comme « l'habilité à obtenir ce qu'un État veut par le biais de l'attractivité plutôt que de la coercition ou des paiements »³⁴, généralisé pour nombre de pays. On se souvient de la querelle entre la Chine et les États-Unis à la fin des Jeux olympiques de Pékin en 2008, chacun revendiquant la première place selon qu'on prenait en compte le nombre total de médailles ou seulement les médailles d'or, de la compétition entre la RDA, l'URSS et les États-Unis à l'époque de la guerre froide, ou encore de la fameuse « diplomatie du ping-pong » entre ces derniers et la Chine dans les années 1970. Et que dire de la décision de Pierre de Coubertin, en 1924, d'écarter l'Allemagne des nations invitées à prendre part aux Jeux olympiques de Paris ? L'apolitisme revendiqué des Jeux olympiques et du sport en général prend un premier coup dans l'aile alors, et ouvre la porte à une généralisation de l'instrumentalisation du sport à des fins politiques. D'ailleurs, depuis, l'attribution des Jeux olympiques a toujours relevé d'une logique géopolitique : Helsinki en 1952 choisie pour faciliter la participation de l'URSS et des pays communistes, Séoul en 1988 représentant la démocratisation de la Corée du Sud ou Mexico en 1968 en signe de reconnaissance de l'émergence du tiers-monde. Alors, apolitique, le sport ? Ou plutôt la guerre continuée par d'autres moyens ?

34. <https://lestempsquirestent.org/fr/numeros/numero-2/geopolitique-des-mega-evenements-sportifs-et-soft-power>

Sport et géopolitique

Le terme géopolitique est utilisé sans jamais être vraiment défini. Néanmoins, il apparaît qu'il englobe la notion de pouvoir, de puissance et celle de territoire. Ainsi, nous pourrions, pour suivre le géographe français Yves Lacoste dans son ouvrage *La géographie, ça sert d'abord à faire la guerre*, dire qu'il faut y entendre toute rivalité de pouvoir sur ou pour du territoire ou encore qu'il s'agit de l'analyse des rivalités de pouvoir ou d'influence sur des territoires clairement définis, tout en prenant en compte les populations qui y vivent. La politique, et donc le pouvoir, s'y manifestent par une capacité à imposer sa volonté aux autres. Elle s'incarne par une puissance militaire, nucléaire ou encore économique. Lorsqu'il est question de géopolitique, la notion territoriale vient s'ajouter à celle de puissance afin d'inclure une approche spatiale qui permet d'acquérir une meilleure compréhension des rivalités en cours sur un territoire. En quoi le sport peut-il donc bien être géopolitique ? Ainsi que l'affirme Pascal Boniface, « Le sport a ceci de particulier que la puissance ne suscite pas le rejet, l'hostilité et parfois même la haine comme la puissance stratégique classique. Elle suscite au contraire l'admiration, l'adhésion joyeuse et l'envie de proximité »³⁵.

51

La bataille que se livrent les nations et leurs grandes villes pour obtenir l'organisation de grands événements sportifs tels que les Jeux olympiques, les Coupes du Monde de football et autres courses de Formule 1 en sont la preuve concrète. S'il est si important pour certains pays d'accueillir ces « grands messes » du sport malgré leurs coûts exorbitants³⁶, c'est bien que leurs dirigeant-es y trouvent une manière d'asseoir leur pouvoir. D'ailleurs, la renaissance des Jeux olympiques en 1896 était déjà une manœuvre

35. <https://shs.cairn.info/revue-defense-nationale-2017-5-page-134?lang=fr>

36. Il est ici question de coûts financiers, bien sûr, mais également humains ou encore écologiques.

géopolitique, puisqu'une des intentions de son instigateur était de pacifier les rapports entre les nations. Et que dire des Jeux de l'Antiquité qui s'ouvraient déjà sur l'instauration d'une trêve au sein du monde grec, dont s'inspire encore aujourd'hui la trêve olympique (qui n'a plus de trêve que le nom, nous y reviendrons).

Ainsi, même si cela ne paraît pas couler de source, le sport est bien géopolitique. Le chercheur Lukas Aubin, spécialiste en géopolitique du sport et Jean-Baptiste Guégan, enseignant en géopolitique du sport, ont étudié cette vaste question en commençant par affirmer que « par ce qu'il représente (représentations nationales, phénomènes d'identification territoriale...), par ce qu'il permet (reconnaissance et existence internationales...) et au regard de la territorialisation qui caractérise ses lieux, ses événements et ses acteurs, le sport est indissociablement géopolitique. [...] [Il] peut et doit être considéré comme un levier, un révélateur et l'une des composantes de la puissance des États, qu'elle soit dure ou douce. Capable de faire exister un État sur la scène internationale et de le faire connaître au monde entier, il permet de construire, de contrôler et de modifier une image internationale avec efficacité »³⁷. Et d'enchaîner en affirmant que « L'approche géopolitique du sport permet alors de mesurer et de comprendre l'expression de la puissance des États dans le sport et par le sport, dans toutes ses dimensions, que ce soit de manière directe ou indirecte, au travers de leurs ressortissants, de leurs sportifs, de leurs clubs, des firmes transnationales qui s'y investissent ou encore des événements internationaux qu'ils accueillent et organisent »³⁸.

Ainsi, ils nous apprennent que le sport est un marqueur de puissance entendue dans son sens traditionnel et que les États s'en servent comme tel. La puissance démographique et territoriale

37. <https://shs.cairn.info/geopolitique-du-sport--9782348068997-page-7?lang=fr>

38. *Ibid.*

sont évidemment au cœur de la performance sportive. C'est la première qui définit le nombre d'athlètes potentiel·les tandis que c'est la seconde qui détermine les sports auxquels iels pourront se préparer. Cette puissance démographique est d'ailleurs au cœur des politiques de nationalisation menées par diverses nations, notamment du Golfe, afin d'augmenter leur capacité à performer sur la scène internationale. Ainsi le cas de l'équipe nationale de handball du Qatar qui a atteint la finale du Championnat du monde en 2015 avec une équipe composée de plus de trois quarts de joueurs d'origine étrangère naturalisés. Cette attractivité d'un État se constitue elle aussi comme un symbole de sa puissance.

Le sport induit également un rapport particulier à l'espace qu'il occupe et aux aménagements qui sont faits du territoire afin de faciliter la formation et la quête de performance. En parlant de performance, celle-ci repose sur la capacité des pays à mettre en œuvre, à financer et à diriger un système institutionnalisé offrant les conditions nécessaires à son accomplissement. Il s'agit également d'une composante de la puissance étatique liée au sport pointée par les deux chercheurs, tout comme « la capacité d'action et de mobilisation collective d'une société en dehors de ses objectifs vitaux »³⁹.

53

Le sport permet de révéler l'efficacité des politiques publiques d'un État et de mettre en avant sa fiabilité à l'échelle nationale et internationale. La stabilité politique est également un facteur de puissance important, sachant qu'un pays fragile ou défaillant ne sera pas en mesure de former et de maintenir une élite sportive. Enfin, et ce n'est pas le moins important, le sport est un indicateur devenu essentiel de la puissance économique et financière des États, tout comme de leur capacité à s'imposer et à être reconnus dans les organisations sportives internationales.

39. *Ibid.*

Au regard de ces éléments, le sport a une dimension géopolitique non négligeable et paraît aujourd’hui comme le stade ultime de la mondialisation, entre les salaires démesurés de certain-es athlètes, les contrats de sponsoring qui dépassent l’entendement et la diffusion mondiale de certaines compétitions. Néanmoins, il a deux différences avec les autres facettes de ce phénomène, à savoir qu’il n’est pas dominé par les États-Unis (même s’ils règnent sur certains sports) et il ne vient pas effacer les identités nationales.

Soft power et diplomatie sportive

S’il est donc un marqueur de puissance pure, également appelée *hard power* comme nous l’avons vu, le sport est aussi (et surtout ?) devenu un instrument de *soft power*. Pour ce qui concerne le terme de diplomatie sportive, historiquement, il renvoie à l’utilisation de compétitions sportives symboliques destinées à opérer un rapprochement entre deux États.

54

Il apparaît, au même titre que la culture ou la langue, par exemple, comme un des instruments géopolitiques de notre époque. « Par la capacité qu’il a à nourrir les récits nationaux et façonner les représentations qui les accompagnent, le sport est un des vecteurs premiers de la “puissance de l’imaginaire”, celle qui irrigue aujourd’hui nos écrans, nos réseaux et affecte notre vision du monde. Au travers de plusieurs dimensions, le sport apparaît donc à la fois comme moyen du *soft power* et comme une mesure de cette puissance si particulière »⁴⁰. En témoigne cette image restée dans les esprits et évoquée par Pascal Boniface qui rappelle que « dans un monde globalisé où la scène internationale est de plus en plus occupée et où il est donc très difficile de se faire une place, l’exploit sportif est devenu le meilleur moyen de se

40. Ibid.

faire connaître, de surcroît, de façon positive. À la fin des années 1990, Jacques Chirac, devant effectuer une tournée en Amérique latine, avait eu la bonne idée d’emmener avec lui Michel Platini. La question qui revenait alors souvent lors des différentes apparitions publiques était : qui est le gars à côté de Platini ? »⁴¹.

À l’heure où les États sont en constante recherche de visibilité et de financement dans un monde en mutation, quoi de plus normal que le sport soit instrumentalisé à ces fins ? Il dispose de toutes les caractéristiques nécessaires à ce qu’on appelle aujourd’hui le marketing national, à savoir ce besoin qu’ont les pays à faire leur promotion par le biais d’un élément constitutif de leur culture, de leur paysage ou encore de leur économie. Par ailleurs, il devient aussi un élément nécessaire à certains pays conscients de ne pas disposer des outils de puissance traditionnels, notamment au niveau économique. On pense notamment ici à certains pays tels que l’Arabie Saoudite ou le Qatar, pour ne citer que ces deux-là, qui ont fait du sport leur étendard, tant au niveau national qu’en termes d’investissements à l’étranger. Car, pour le dire avec Michel Raspaud, sociologue spécialisé dans les loisirs et le sport, « Le sport multiplie les possibilités, étant tout à la fois vecteur de développement économique et social, capable de promouvoir l’image d’un pays ou d’une ville (qui en Europe aurait connu Auxerre sans le football ?), un facteur d’unité interne (au moins momentanée lors d’une grande victoire...) Il existe dorénavant une nouvelle forme de diplomatie : la “diplomatie sportive”. [...] C’est l’un des rares domaines où la suprématie d’un pays ne suscite pas le rejet mais l’admiration »⁴².

Le chercheur Pim Verschuuren le formule en ces termes « Au prix d’une stratégie d’investissements sportifs tous azimuts, le petit émirat crée une “marque Qatar” et cherche à s’imposer comme

41. *Ibid.*

42. *Ibid.*

la terre d'accueil et le promoteur par excellence du sport de haut niveau. Mais il convient de souligner que, si aucun pays n'avait encore mené et assumé une telle stratégie d'influence par le sport, c'est bien que cet exemple est né de conditions toutes particulières. Ainsi, défavorisé par une géographie naturelle vulnérable (bien que doté d'importantes ressources en hydrocarbures) et un environnement géopolitique instable, le Qatar, ne possédant pas les outils du *hard power*, a fait le choix du *soft power* car il contribue à la protection de ses intérêts vitaux. »^{43, 44}.

L'Arabie Saoudite joue elle aussi la carte du *soft power*, bien aidée par les instances sportives internationales toujours en quête de nouveaux marchés pour gonfler leurs portefeuilles, même si, pour cette nation, il s'agit aussi de *sport washing*. Entre le rachat du club de football de Newcastle, l'organisation de la Coupe du monde en 2030, l'organisation d'un Grand Prix de Formule 1 sur base annuelle ou encore la course cycliste AIUIa Tour et les Jeux asiatiques... d'hiver prévus en 2029, le pays n'est pas en reste. Pour les autorités saoudiennes, comme pour celles d'autres nations, investir dans le sport est un moyen d'atténuer sa future vulnérabilité financière, de diversifier une économie surspécialisée dans les énergies fossiles amenées à perdre de leur valeur, d'apaiser des tensions politiques internes, notamment suite aux printemps arabes, mais aussi, et surtout, de détourner l'attention internationale portée sur son manque de respect de nombreux droits humains, qu'il s'agisse de la guerre au Yémen, des exécutions sommaires, de la répression des dissidents et autres bafouements des droits des femmes et des minorités⁴⁵.

43. <https://shs.cairn.info/revue-internationale-et-strategie-2013-1-page-131?lang=fr>

44. L'Émirat a accueilli de nombreux méga-événements sportifs ces dernières années, Al-Jazira Sport a racheté des droits de retransmission télévisuels sportifs pour prendre le contrôle de leur

diffusion dans le monde arabe, le pays a investi dans des clubs de football européens, a établi des contrats de sponsoring avec d'autres, a créé un institut de recherche contre la corruption sportive, etc.

45. www.amnesty.org/fr/projects/saudi-arabia-kingdom-of-repression/

Les pays occidentaux ne font pas autre chose. Car si certains pays se servent du sport pour se donner une image progressiste et attirante, le sport est aussi prétexte à toutes les manœuvres politiques. Comment ne pas se souvenir des propos d'Emmanuel Macron, quelques jours avant la cérémonie d'ouverture des Jeux olympiques de Paris à l'été 2024 alors qu'il vient de dissoudre l'Assemblée nationale, justifiant son intention de ne pas travailler à la formation d'un nouveau gouvernement par « une trêve olympique et politique » et affirmant que « C'est les Jeux qui seront au cœur de la vie du pays et le monde sera en France grâce à eux ». Pourquoi le président français prend-il cette décision ? Parce que les valeurs, dont on a vu au cours de nos différentes analyses qu'elles ne sont pas forcément naturelles mais restent ancrées dans les imaginaires, qui sont attribuées au sport telles que l'universalisme et l'apolitisme ont cette capacité de susciter l'adhésion, l'identification et l'émotion qui permettraient, croyait-il probablement, d'apaiser la population française. Donnez-leur du pain et des jeux, le reste sera oublié, aurait-on envie d'imaginer dans cette démarche d'Emmanuel Macron où le sport n'est qu'un outil de communication parmi d'autres et pas totalement inclusif, puisque la politique a repris toute sa place bien avant les Jeux paralympiques qui se tenaient quelques semaines plus tard.

57

Lutte des classes, fascisme et antifascisme dans le sport

Si les instances sportives exigent de leurs athlètes de respecter la neutralité, ceux-ci se sont toujours exprimé-es en dépit de ces injonctions. L'exemple le plus emblématique de cet engagement politique des athlètes reste celui du poing levé du Black Power des athlètes afro-étatsuniens Tommie Smith et John Carlos. Mais le genou à terre des joueurs de football américain, bientôt suivis par un grand nombre d'athlètes tous sports confondus après le meurtre de Georges Floyd et en marge du mouvement Black Lives

Matter ou les déclarations de Kylian Mbappé lors du dernier Euro, ce dernier appelant à voter du bon côté, toutes ces manifestations relèvent de l'engagement personnel des athlètes concerné-es (avec les risques inhérents au franchissement des limites imposées par les instances) et sont la preuve que les athlètes restent des citoyen·nes impliqué·es et conscient·es que leur visibilité peut faire bouger les lignes.

Ces derniers restent, par ailleurs, d'excellent·es ambassadeur·ices pour leurs pays et les autorités ne se privent pas pour en faire des outils de *soft power*, parfois contre leur gré comme le formulent Lukas Aubin et Jean-Baptiste Guégan «[...] le recours aux “ambassadeurs en crampons” et aux “diplomates en survêtement” que sont devenus les sportifs. À leur manière, ils contribuent à l'influence culturelle des États et à leur politique de visibilité et de promotion nationales. Acteurs de la société civile internationale, leaders d'opinion au regard de leur notoriété sportive, ils transcendent les frontières des terrains. En effet, les personnalités les plus connues d'un pays sont souvent ses sportifs. [...] Leur rôle ne s'arrête pas là, leurs voix portent et sont entendues. Qu'ils soient hostiles au régime (Biélorussie, Russie) ou non, les sportifs sont des acteurs généralement captifs de la politique de l'État qu'ils représentent »⁴⁶. Si des athlètes donnent de la voix, certains événements sportifs peuvent également se révéler porteurs de messages politiques.

En Italie, sous Mussolini, le football a été un outil d'émancipation féminine et de lutte antifasciste. C'est en 1931 qu'un groupe de femmes s'est constitué pour monter une équipe féminine, à contre-courant des valeurs portées par le régime. Ainsi, elles ont tenu tête à une société globalement sexiste, à des spectateur·ices souvent enclin·es à les insulter (le football étant perçu comme

46. *Ibid.*

un sport viril et réservé aux hommes), mais aussi à Mussolini lui-même. « Que les femmes pratiquent le sport dans l'Italie fasciste, soit, mais qu'elles choisissent au moins une discipline olympique pour représenter la nation et le Duce aux jeux de Berlin ! »⁴⁷ ont-elles pu entendre. Malgré ces écueils et le manque de soutien, allant jusqu'à jouer en jupe et en chaussures de ville faute d'équipement, ainsi qu'on peut le lire dans des documents d'archives révélés par la journaliste Federica Seneghini qui a mené l'enquête. « Et c'est peut-être pour cette raison que, peu de temps après, les fascistes ont voulu nous faire comprendre que, dans ce jeu aussi merveilleux qu'est la vie, c'était eux, toujours, qui faisaient les règles ». La première d'entre elles : une femme ne peut pas être gardienne au motif qu'un tir pourrait mettre en danger sa fertilité. Elles décident donc de jouer avec un garçon dans les buts. Mais là encore, elles reçoivent des critiques. « Seules, avec nos propres mains, nous faisons face au fascisme. Nous commençons, à notre grand regret, à nous en rendre compte. [...] Notre désir de jouer était si grand, si neuf et, d'une certaine manière, inopportun, qu'il a impliqué l'intervention de l'un des hommes les plus puissants du régime de Benito Mussolini : le président du CONI [Comité olympique national italien] et de la FIGC [Fédération italienne de football], Leandro Arpinati »⁴⁸. Jusqu'en 1936, elles ont pu continuer à jouer, malgré les réticences, et d'autres équipes voient même le jour jusqu'à imaginer un match opposant les joueuses milanaïses et celles d'Allessandria qui aurait été le premier match officiel exclusivement féminin entre deux villes en Italie. Celui-ci n'aura finalement jamais lieu, trois hommes officiels du régime intervenant quelques jours avant la date fixée pour l'interdire. Ce dernier prit ensuite des mesures contraignant les femmes à se tourner vers d'autres sports, effaçant ainsi des années de lutte antifasciste grâce au sport.

47. www.revue-ballast.fr/aux-origines-antifascistes-du-foot-feminin-italien/

48. *Ibid.*

Le Tour de France, dans un autre domaine, a lui vu le jour suite à l’Affaire Dreyfus⁴⁹, alors que le rédacteur en chef du quotidien *Le Vélo*, dreyfusard, se fend d’un article politique pour exprimer ses vues, notamment à l’encontre d’un des manifestants. Ce dernier, vexé de ce portrait peu élogieux, décide de lancer un journal concurrent, *L’Auto*, pour le ruiner. Rapidement en difficulté financière, l’équipe de *L’Auto* entend la proposition de son responsable cyclisme qui affirme que « si les courses longues distances, très populaires, pouvaient se dérouler sur les routes autour des villages plutôt que sur un circuit, ce serait une aubaine pour encourager les ventes du journal »⁵⁰. Le Tour de France était né ! N’ayant jamais été un sport amateur, le cyclisme fut aussi le lieu d’importantes luttes au début du 20^e siècle, la majorité des coureurs étant d’origine paysanne ou ouvrière, ainsi qu’on peut le lire dans l’enquête de la journaliste Charlotte Jones « En 1924, les cyclistes du Tour de France se révoltent contre leurs conditions de travail. Le champion en titre, Henri Pélissier, quitte la course en signe de protestation. Les cyclistes professionnels, déclarent-ils, sont des forçats de la route, une expression incendiaire qui reflète les vastes divisions socio-économiques du pays. Pélissier écrit à *L’Humanité* pour dire qu’il accepte “l’excès de fatigue, de souffrance, de douleur” de sa profession, mais que lui et ses compagnons de course veulent être “traités comme des hommes et non comme des chiens”. Le journal s’empare de la protestation en titrant sur une “rébellion” des cyclistes brandissant “l’étendard de la révolte”. Les coureurs qui abandonnent sont des “grévistes”, le Tour une vaste opération commerciale organisée par des “profiteurs du sport” pour exploiter le “prolétariat” cycliste »⁵¹.

49. Affaire d’État devenue un conflit social et politique majeur entre 1894 et 1906 autour de l’accusation de trahison portée à l’égard du capitaine Alfred Dreyfus. Juif, il a été accusé d’avoir fourni des documents confidentiels français à l’Empire allemand, avant d’être innocenté. Cette affaire a profondément divisé la

société française, entre les dreyfusards, partisans de son innocence et les anti-dreyfusards pour qui il était coupable.

50. www.revue-ballast.fr/tour-de-france-et-lutte-des-classes/

51. *Ibid.*

Cet événement ne restera pas sans conséquence, les instances prennent la décision, dès 1925, d'interdire toute action collective des cyclistes, privant ainsi ces sportifs d'un droit dont jouissent les travailleur·euses français·es depuis 1884.

Si aujourd'hui ce type de luttes politiques tendent à disparaître des discours des grand·es sportif·ves alors que d'autres, notamment en termes d'antiracisme ou d'égalité salariale, restent vivaces, les arènes sportives demeurent le lieu d'actions directes et autres revendications politiques. Des supporter·ices antifascistes dans les stades de football aux activistes qui se collent les mains sur la route au passage de courses cyclistes en passant par les interruptions de match de tennis par des activistes pour le climat, la caisse de résonance qu'offrent les événements sportifs est depuis longtemps utilisée par les personnes engagées dans des luttes, qu'elles soient sociales, écologiques ou politiques.

Le sport, outil de recrutement pour l'extrême droite

L'extrême droite fait feu de tout bois, et le sport ne fait pas exception. Certaines disciplines sont intrinsèquement liées à des idéaux réactionnaires et nationalistes, tandis que d'autres sont utilisées par l'extrême droite afin de diffuser sa propagande. La pratique sportive porte en elle des facteurs qui constituent des portes d'entrée pour les stratégies de recrutement d'acteurs extrémistes. Le culte du corps, celui de la victoire et celui de la violence régulièrement liée à la compétition sportive sont autant d'éléments dont se sert l'extrême droite pour faire passer ses messages, et ainsi recruter des personnes qui pourraient la rejoindre. L'appropriation idéologique du sport a atteint son apogée dans l'Allemagne nazie au sein de laquelle la pratique sportive n'est plus une fin en soi, mais devient un outil au service du totalitarisme du régime militaire.

Comme l'indique une étude menée par la Commission européenne sur le rôle du sport dans la radicalisation des extrémistes de droite violents, « Après la Seconde Guerre mondiale, le sport et l'idéologie d'extrême droite sont restés liés dans certains domaines, bien que de manière beaucoup moins institutionnalisée. [...] L'utilisation du sport dans le contexte de la violence politique, de l'extrémisme et du terrorisme n'est donc pas nouvelle en soi. Aujourd'hui, les groupes extrémistes violents de droite utilisent encore le sport comme moyen d'atteindre leurs objectifs politiques et de recruter de nouveaux membres – cette pratique est non seulement répandue, mais ne fait qu'augmenter ces dernières années »⁵². Les arts martiaux constituent un vivier dont l'extrême droite et certains gouvernements tirent un profit énorme. Les arts martiaux asiatiques traditionnels ont été, à l'origine, enseignés comme systèmes d'autodéfense notamment à destination des populations opprimées, mais « ils ont récemment été supplantés par des systèmes de combat ultra-agressifs, sur le ring et en dehors, venus d'autres régions du monde, dépouillés de tout élément spirituel et souvent alignés sur les positions les plus réactionnaires de la société. Ce n'est pas un hasard si certains États contemporains les plus agressifs et répressifs, comme la Russie, Israël, le Brésil et les États-Unis, sont aussi les plus grands promoteurs de combats selon les règles du *fighting systems* [système de combat alliant les techniques de préhension et de percussion issues de différents sports] et de tournois d'arts martiaux mixtes [mixed martial arts ou MMA] »^{53, 54}.

52. https://home-affairs.ec.europa.eu/system/files/2021-10/ran_role_of_sports_in_violent_right-wing_extremist_radicalisation_pcve_2021_fr.pdf

53. www.revue-ballast.fr/les-arts-martiaux/

54. À cet égard, lire nos analyses consacrées à l'accélérationnisme de l'ultra-droite et au survivalisme : www.pac-g.be/analyse-02-accelerationnisme-de-lultradroite-laquete-dun-ethno-etat-blanc/ et www.pac-g.be/analyse-03-le-survivalisme-laccelerationnisme-de-lultradroite-en-application/

Ainsi en est-il du sambo, une technique de combat à main nue créée au début des années 1920 après la Révolution russe et toujours enseignée aujourd'hui à la police russe, aux brigades anti-émeutes, à la police secrète ou encore aux militaires. Vladimir Poutine en est un fervent pratiquant et le champion du monde actuel est le président de la Mongolie. Le krav-maga, né en Israël, réunit diverses techniques issues de la boxe, de la lutte ou encore du judo en encourageant une agressivité poussée à l'extrême et constitue aujourd'hui l'art martial officiel de la police et des forces militaires de l'État. Le ju-jitsu Gracie (du nom de famille de ses créateurs) est né au Brésil après que certains adeptes aient perçu l'opportunité de s'approprier les bases du judo, en y intégrant les préceptes du Val Tudo, un combat de rue où tous les coups sont permis, pour créer un nouveau sport national. Celui-ci se passe des règles traditionnelles du judo ainsi que de sa philosophie bouddhiste pour les remplacer par la *malícia* (malice) et la *malandragem* (ruse), conférant ainsi aux athlètes un important avantage au combat.

Arrivé aux États-Unis, le ju-jitsu brésilien est venu supplanter tous les autres arts martiaux. La première académie a été créée dans les années 1980 et l'Ultimate Fighting Championship en 1993. Devenu MMA, il ne tient compte d'aucune limite de temps, ne fait pas appel à des arbitres et les catégories de poids sont inexistantes. Seuls les morsures et les arrachages d'yeux sont interdits! Néanmoins, au fil des ans, la discipline est devenue davantage qu'un spectacle sanglant et s'est imposée comme un sport à part entière, même s'il lui a fallu du temps pour trouver des lieux adéquats pour organiser ses événements et autres entraînements et gagner en « respectabilité ».

On peut lire dans l'enquête partagée par la revue Ballast que « La majorité des combattants de l'UFC venant des États-Unis, de Russie et du Brésil, l'organisation cultive depuis longtemps ses

liens avec les dirigeants de ces pays – une aubaine pour la droite dure mondiale. Helio Gracie, l'un des fondateurs du Gracie Ju Jitsu, aurait appartenu au mouvement fasciste brésilien connu sous le nom d'intégralisme – un lien avec l'extrême droite que la famille entretient encore aujourd'hui. [...] L'agressivité encouragée dans l'UFC déborde souvent en dehors du ring. Renzo, comme d'autres membres de la famille Gracie, est aussi ouvertement homophobe, misogyne et xénophobe. Il a partagé des citations de dirigeants allemands nazis sur son compte Twitter, et a fait l'éloge à plusieurs reprises de la violence policière au Brésil ou de la violence exercée à l'encontre du mouvement Black Lives Matter aux États-Unis. En 2000, Roger Gracie et trois de ses partenaires d'entraînement de ju-jitsu ont été arrêté pour avoir tiré des balles en caoutchouc et des billes de peinture sur des travestis, un procédé adopté par les cohortes de partisans de Trump lors des manifestations qui ont suivi la mort de George Floyd. [...] L'agressivité de la famille Gracie n'est pas simplement une question d'excès de testostérone et de stéroïdes : elle provient d'une profonde intolérance sociale et du sentiment selon lequel tout leur est dû – sentiment qui accompagne la maîtrise du combat à mains nues. Le Gracie Ju Jitsu, qui a promu la *malícia* et la *malandragem* dans les arts martiaux, est une métaphore parfaite du style de Trump, de Bolsonaro et de Poutine : tous pratiquent une politique de Vale Tudo, où tous les coups sont permis»⁵⁵.

L'Europe est, quant à elle, le théâtre, ces dernières années, de l'émergence d'Active Clubs. S'ils disposent d'une base idéologique composite, ils intègrent les préceptes du suprémacisme blanc, de l'ultra-nationalisme ainsi que des fantasmes néonazis. Créés aux États-Unis, ces clubs entendent combler un manque de formation physique chez les militants d'extrême droite lorsqu'il s'agit de faire face aux violences attribuées aux extrémistes de gauche,

55. Ibid.

mais aussi pour s'attaquer aux personnes non-Blanches. Les Active Clubs sont un lieu où les jeunes militants peuvent tester leurs limites, apprendre à combattre et renforcer leur confiance en eux tout en intégrant des prescriptions radicales et réactionnaires ainsi que l'affirme le journaliste Ricardo Parreira « Les membres des Active Clubs se concentrent sur l'entraînement physique, dont le but est de forger des "guerriers blancs", trouvant leur inspiration à la fois dans l'histoire belliqueuse des peuples européens et auprès des groupes suprémacistes blancs impliqués dans les arts martiaux mixtes en Europe. Les Active Clubs détournent les arts martiaux, normalement destinés à un usage sportif et compétitif, pour en faire un outil de haine et de terreur. Les militants acquièrent ainsi des compétences et des techniques potentiellement dangereuses qui peuvent causer des blessures graves à leurs cibles, parmi lesquelles, surtout, des personnes racisées, les musulmans, les féministes, les LGBTQI+ et les militants de la société civile – des personnes qui ne sont pas du tout formées à faire face à ce type de violence physique »⁵⁶. D'après lui, si le lien entre sports de combat et groupuscules d'extrême droite existe de longue date, c'est en 2018 que l'influence de ces pratiques est devenue réellement importante en leur sein. D'ailleurs, elles essaient également doucement en Belgique, comme nous l'évoquons dans notre récente analyse consacrée à l'accélérationnisme de droite⁵⁷. Le déplacement de la fenêtre d'Overton et la place de plus en plus importante qu'occupent les discours réactionnaires dans les médias et la cité permet à l'extrême droite radicale de recruter des éléments plus radicaux et plus enclins à l'affrontement qu'elle ne pouvait le faire par le passé. Les Active Clubs en sont la manifestation concrète, au même titre que d'autres stratégies de recrutement historiques.

56. www.revue-ballast.fr/active-clubs-une-plongee-dans-la-violence-dextreme-droite/

57. www.pac-g.be/analyse-02-accelerationnisme-de-lultradroite-la-quete-dun-ethno-etat-blanc/

Le sport est neutre, apolitique, égalitaire et démocratique, aussi, disions-nous en préambule... c'est ce qu'on tend à nous faire croire, effectivement. À l'analyse, nous sommes contraint-es de revoir notre copie, le sport est loin d'être neutre, et encore moins apolitique, égalitaire et démocratique.